

Contribution de l'Algérie à la table ronde ministérielle sur l'évaluation des progrès au plan national, régional et international pour la mise en œuvre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

L'Algérie considère les changements climatiques l'un des majeurs défis auxquels est confrontée la communauté internationale et intègre naturellement leur traitement dans sa stratégie de développement durable. Dans ce contexte, des politiques, des programmes et mesures d'adaptation et de mitigation ont été adoptés et mis en œuvre. Au plan régional, la tenue à Alger les 15 et 16 décembre 2003 de la réunion des Parties intéressées par la mise en œuvre du volet environnemental du NEPAD, illustre l'engagement de l'Algérie en faveur de l'action, l'engagement de la procédure de ratification du PK en est une autre. C'est dire qu'en dépit de la complexité de la tâche qu'impose l'immensité de son territoire et l'ampleur des phénomènes climatiques extrêmes récurrents, mon pays est allé au-delà des exigences consistant à élaborer la communication nationale pour assumer sa part de responsabilité dans la recherche de solutions adéquates aux changements climatiques.

En retour, elle s'attend à l'expression concrète de la solidarité de la communauté internationale au premier rang de laquelle les pays industrialisés figurant dans l'Annexe I de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

Les responsabilités des pays développés et celles des pays en développement sont clairement établies dans la Convention le Protocole de Kyoto. La feuille de route à cet égard est claire et ne souffre aucune confusion. Les pays développés qui doivent prendre les devants de manière significative, sont tenus à des obligations de résultats en termes d'actions concrètes, tant au plan domestique qu'au titre de la coopération internationale et des activités de la convention, les pays en développement étant tenus, eux, à des obligations de moyens dont la mobilisation par les pays industrialisés demande à être accentuée.

Ma délégation estime, enfin, que la situation et les circonstances des pays en développement, notamment les pays dépendant essentiellement des revenus de la production et de l'exportation des énergies fossiles, doivent également bénéficier de l'attention renouvelée des organes de la COP dans le contexte des articles pertinents de la Convention et des décisions adoptées par la COP, au même titre que toutes autres questions d'intérêt pour toutes les parties.